

# LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

ABONNEMENTS :  
Trois mois 4 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.  
Étranger : Un an 8 fr.  
10 centimes le numéro.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION  
AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL  
PARIS. — 5, rue Rodier. — PARIS

ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ : RENÉ CHAUVIN  
Les Annonces sont reçues  
A la Société générale de Publicité  
7, rue Drouot

Vient de Paraître  
**LE XVI<sup>e</sup> CONGRÈS NATIONAL**  
DU  
Parti Ouvrier Français  
TENU  
A MONTLUÇON, du 17 au 20 SEPTEMBRE  
25 centimes LE VOLUME DE 40 PAGES 25 centimes  
Port en sus, Cinq centimes

En vente à la Bibliothèque du Parti  
5, rue Rodier, Paris

## BANQUEROUTE RADICALE

Le ministère radical de M. Henri Brisson n'a pas su ou pu résister à l'assaut des nationalistes et des antisémites, des monarchistes et des opportunistes coalisés qui ne lui pardonnaient pas, les premiers la révision du procès Dreyfus, les seconds le déplacement de quelques préfets et sous-préfets.

Il a suffi pour le renverser de l'orage parlementaire du premier jour de la session.

Et devant cette crise ministérielle ouverte, ce qui nous frappe par dessus tout, ce qui éclate à tous les yeux, c'est l'impuissance, c'est la faiblesse du radicalisme bourgeois fait gouvernement.

Les radicaux s'étaient toujours présentés comme les défenseurs par excellence de nos institutions républicaines, comme les véritables continuateurs de la tradition des « temps héroïques ». Et tout leur verbiage, toute leur creuse phraséologie, toute leur idéologie sentimentale, n'ont fait qu'intensifier la maladie de langueur — et de réaction — que l'opportunisme a communiqué à la République bourgeoise.

Déjà, le premier ministère radical de M. Brisson avait, au scrutin de liste d'octobre 1885, déchainé au Parlement une majorité de plus de deux cents droitiers.

Le ministère radical de Floquet, après avoir contribué à la croissance et à l'épanouissement de la bourrasque boulangiste et césarienne de 1888-89, avait abouti à la dictature oblique d'un Constans, et porté au pouvoir le fusilleur de Fourmies.

Le second ministère radical de M. Henri Brisson nous plonge en pleine réaction militariste et césarienne et nous expose aux tentatives de quelques généraux factieux.

Vainement, dans sa déclaration ministérielle du mois de juin dernier, M. Brisson affirmait « la suprématie du pouvoir civil sur le pouvoir militaire ».

Vainement, dans le débat parlementaire de mardi dernier, répétait-il, affolé, cette même phrase — devenue, dans sa bouche, un simple cliché.

Généralistes et césariens ont eu la partie belle sous le ministère radical qui vient de succomber si lamentablement.

Un dominicain, ressuscité de l'époque de l'Inquisition, a pu faire appel au sabre contre la République et le prolétariat socialiste ; le généralissime des armées de la République, M. Jamon, a pu applaudir aux odieuses déclarations du Père Didon. Et M. Brisson a laissé faire et laissé passer.

Le général Metzinger, retour de Madagascar, a pu, distinguant entre les « bons »

et les « mauvais » citoyens, exciter ses soldats contre ces derniers et provoquer à la guerre civile. — Et M. Henri Brisson n'a rien dit.

Le général Zurlinden, retour de Notre-Dame, a pu, devenu ministre de la guerre, jouer cyniquement le cabinet dont il faisait partie et comploter contre lui. — Et M. Henri Brisson, non seulement n'a rien dit, mais pour le récompenser sans doute, lui a, à nouveau, confié le gouvernement militaire de Paris.

Et comme s'il ne devait pas être suffisamment édifié sur l'esprit « républicain » des généraux et leurs dispositions à l'égard de son cabinet, M. Brisson, pour remplacer au ministère de la guerre le Zurlinden démissionnaire, y a appelé le Chanoine, qui, dès le premier jour de la rentrée et en pleine Chambre, allait le poignarder dans le dos.

Que MM. Déroulède et Millevoye triomphent donc, et cessent contre M. Brisson leurs récriminations furieuses : celui-ci les a singulièrement servis, et mieux que nul ne l'aurait pu faire a préparé et ouvert les voies à une dictature militaire.

Le ministère Brisson, par son incapacité en matière de réformes, par sa mollesse vis-à-vis des galonnés factieux, a été le meilleur syndic de la banqueroute républicaine-radical.

Au prolétariat, qui persiste — quand même ! — à ne pas désespérer de la République et qui ne veut pas la laisser escamoter par les cambrioleurs de la bande antisémite, clérical et monarchiste, de rallier désormais et de faire triompher le Parti socialiste, seul défenseur — non en paroles, mais en actes — du drapeau républicain.

La République sera sociale — ou ne sera pas.

ALEXANDRE ZÉVAËS.

## BRAVO !

Sept combats, six victoires !  
Tel est le dernier bilan électoral du Parti à La Guadeloupe.

Sont élus au Conseil général pour le canton du Lamentin : Emmanuel Condo, avec 1,283 voix ; Félix Alidor, avec 1,259 ; Pierre Blanche, avec 1,243 ; Marc François, avec 1,251 ; et pour le canton du Port-Louis : Vital Borifax, avec 499 ; Victor Saint-Amand, avec 496.

Seul, le camarade George Cesaire échoue à 11 voix — 482 voix contre 493 réunies par le candidat du patronat, de la finance et de l'administration coalisés.

Nos félicitations au « détachement » des Antilles qui, une fois de plus, a bien mérité de la grande armée socialiste, nationale et internationale.

De divers côtés, on nous signale — pour s'en étonner — la place faite, au meeting de la Salle Chayne, aux hommes et aux choses de l'anarchie, et on nous demande comment le Comité de Vigilance, représentation de toutes les forces socialistes organisées, a pu prendre une pareille responsabilité.

Pour rassurer nos amis et correspondants, il nous suffira de leur faire observer que le meeting de la Salle Chayne n'émanait pas du Comité de Vigilance, et d'ajouter que les organisations socialistes en général, et le Parti Ouvrier Français en particulier, ont trop conscience de ce qu'ils doivent au Prolétariat pour l'exposer jamais à des solidarités aussi compromettantes.

Personne n'a combattu plus violemment que nous les lois justement dénommées scélérates, sorties de la bombe Vaillant, et dirigées contre des doctrines qui, pour nous être étrangères et ennemies, ne doivent relever, en

tant que doctrines, que de la libre discussion.

Personne n'est plus décidé à combattre la législation liberticide internationale à laquelle Monarchies, Empires et République bourgeoise tentent d'ouvrir la voie, à l'aide du couteau de Luccheni.

Mais autant les socialistes se sont opposés et doivent s'opposer à toute mesure d'exception contre l'anarchisme et ses tenants, autant ils doivent éviter — et ils éviteront, qu'on en soit sûr — toute accointance avec les compagnons, que la gendeleterie, seule, peut traiter en « enfants perdus de la Révolution », alors qu'ils ne sont et ne peuvent être que des enfants « perdant la Révolution ».

## LA SEMAINE

A l'issue de la séance qui a vu le triomphe des coalisés de toutes les réactions : Baudry-d'Asson et Ernest Roche, Méline et Déroulède, Cluseret et de Mun, Lemire et Alphonse Humbert, Drumont Ribot, le groupe socialiste de la Chambre a adressé aux travailleurs de France un manifeste qui se termine comme suit :

Dans la défaillance du pouvoir, dans la désertion de la République, que le Parti socialiste veille et continue à se tenir prêt à toute éventualité ! Contre la réaction militariste et clérical qui menace la République, debout, citoyens, et que le prolétariat ne laisse pas toucher aux institutions démocratiques dont nous avons la garde et qui seront demain, si vous le voulez, la base de la République sociale.

A bas la réaction ! Vive la République sociale !  
Suivent les signatures au nombre de trente-six, parmi lesquelles celles de onze élus du Parti.

Nous savions déjà — par la déclaration du commandant Ravary — que la justice militaire n'avait rien de commun avec la justice civile.

Le général Chanoine a tenu à compléter notre éducation et à établir — non plus par parole, mais par acte — que l'honneur militaire n'est pas moins distinct de l'honneur... sans épithète.

Aussitôt le Cabinet dont il faisait partie, aux prises avec les rebuts de la Chambre, il a poignardé, dans le dos, par sa démission de ministre de la guerre, donnée en pleine tribune, les collègues dont il n'avait jamais cessé d'approuver et de contresigner tous les actes.

Hâtons-nous d'ajouter que ce Chanoine ou ce jésuite de général n'a pas précisément innové. Il avait eu des prédécesseurs — ne seraient-ce que les Saxons qui, en pleine bataille de Leipsik, tournaient leurs canons contre l'armée française dont ils constituaient une division.

On cite également le général Bourmont qui, en 1815, passait aux Anglais, mais comme c'était la veille de la bataille de Waterloo, et non sous le feu de l'ennemi, Bourmont, quoi qu'un traître entier, n'était évidemment qu'un demi-Chanoine.

Un autre général que la semaine courante aura achevé de mettre à sa vraie place dans l'histoire, c'est le patriote à deux patries, l'illustre Cluseret.

Non content d'avoir lâché la France pour les États-Unis et les États-Unis pour la France — selon ses intérêts du moment — il paraît qu'étant délégué à la Guerre sous la Commune, ce « misérable » — comme l'a appelé en pleine Chambre notre ami Bernard Cadenat — avait offert aux généraux de Guillaume de leur livrer Paris :

C'est Bismark qui, dans ses *Mémoires*, publiés par le *Matin*, affirme le fait, avec détails à l'appui.

Et la livraison se serait effectuée si la Commune, avisée, n'avait mis la main au collet de son délégué à la guerre — qu'elle n'eut malheureusement pas le temps de faire fusiller.

La presse clérical et militaire, bien française, s'est efforcée durant des semaines de donner au voyage de Guillaume II en Orient le caractère d'une pieuse et pacifique croi-

sade. On sait, d'ailleurs, qu'elle ne tarit pas d'admiration sur le Kaiser allemand.

Or, le *Temps* nous apprend que le premier souci de l'ami du Sultan Rouge, aussitôt débarqué à Constantinople a été de faire concéder les travaux du port de Haidar-Pacha à la Compagnie allemande des chemins de fer d'Anatolie et d'assurer à M. Siemens, le grand banquier berlinois, les contrats les plus lucratifs.

Aussi moyennageux qu'il se complaise à apparaître, de quelque mysticisme qu'il s'enveloppe, le bon et fidèle cousin de notre pseudo-allié Nicolas II ne néglige jamais de servir les intérêts financiers du monde capitaliste qui, mieux encore que son armée, défend sa puissance oppressive.

Ce n'est pas seulement à l'intérieur du Palais Bourbon qu'il nous a été offert mardi les spectacles les plus scandaleux. La place de la Concorde et les rues voisines fourmillaient de petits Chanoine constituant les bandes nationalistes, antisémites, et uniformément cléricales. La police de M. Brisson, toujours entraînée à charger et assommer sans l'ombre d'un prétexte les socialistes et les passants, témoignait d'une complaisance souriante à l'égard des cortèges tumultueux et mercenaires des Déroulède et des Drumont. La tourbe réactionnaire aurait librement rempli Paris de ses clameurs si les socialistes n'avaient opposé aux cris de « Vive les généraux ! A mort les Juifs ! vive l'Empereur et vive Gamelle ! » le cri de « Vive la République ! »

Un incident typique s'est produit place de la Concorde et suffit à caractériser l'infamie des singuliers manifestants qui, depuis une année tentent de déshonorer la population parisienne. Un commissaire de police, M. Leproust, qui, avec une courtoisie réservée aux amis de l'état-major, interdisait à une troupe conduite par le célèbre Guérin, secrétaire général de la Ligue antisémite, de clamer : « A mort les juifs ! » a été immédiatement abattu d'un coup de canne d'acier et frappé avec rage. Le préfet de police et quelques agents ayant accouru pour secourir cet homme couvert de sang, vingt témoins ont expliqué que ce misérable n'était nullement intéressant et n'avait reçu qu'une correction méritée ayant crié : « A bas la France ! A bas l'armée ! » Un vieillard très respectable, décoré, s'est avancé vers le préfet pour affirmer avoir entendu le blessé hurler : « A bas l'armée ! » A ce moment seulement le préfet a reconnu son commissaire de police ! Il s'est gardé d'arrêter les personnages abjects qui venaient de lui apporter le plus abominable faux témoignage dans la crainte, sans doute, de mettre sous clef quelques-uns des agents les plus précieux de la rue Saint-Dominique.

Et voilà comment on emprisonne et l'on condamne, sur les dénonciations ignobles des amis de MM. Rochefort, Drumont et Déroulède. Le parjure après le meurtre, l'infamie après le crime. Il aura fallu la fâcheuse mésaventure d'un commissaire de police pour mettre en pleine clarté, devant l'opinion tout entière, la mentalité scélérate des troupes réactionnaires.

GABRIEL BERTRAND.

Les nouveaux Insignes du Parti sont à la disposition des Groupes, qui peuvent adresser leurs demandes au siège du Conseil National.

## Aux Municipalités du Parti

Nous sommes heureux d'avoir à annoncer à la Fédération nationale des élus municipaux du Parti Ouvrier Français que le *Conseil judiciaire*, dont la création avait été décidée à la Conférence annuelle du 20 septembre, est aujourd'hui un fait accompli.

Il se compose des citoyens A. Millerand, G. Dazet et Viollette, avocats à la Cour d'appel de Paris, qui ont bien voulu se mettre à la disposition des municipalités socialistes dans leurs différends avec l'Etat bourgeois, pour empêcher la loi d'être violée à leur détriment.

Au nom du Parti tout entier, le Conseil National remercie les citoyens Millerand,





**Marseille**

Le 10<sup>e</sup> anniversaire de la Bourse du Travail de Marseille a été célébré dimanche dernier par une superbe fête comprenant banquet et bal.

Plus de 200 citoyens assistaient au banquet, parmi lesquels des délégués des Syndicats et des Bourses du Travail de la région.

Des discours très applaudis, préconisant l'union et l'organisation de toutes les forces prolétariennes, ont été successivement prononcés par les citoyens Miranne (au nom de la Bourse du Travail de Marseille), Flaissières, Carnaud, Zunino (au nom des Syndicats de Nice), Vincent (au nom de la Bourse d'Aix), Maille (au nom de la Bourse de Toulon) et Aristide Chrétien (au nom des conseillers prud'hommes de Marseille).

**Libourne**

Les délégués de la Gironde au Congrès de Montluçon continuent à rendre compte de leur mandat aux divers groupes de la Fédération départementale. Le jeudi 20, c'est au groupe socialiste de Libourne que Raymond Lavigne et Marcel Cachin exposaient les résolutions prises par le Congrès. Le dimanche 23 ils allaient à Tizac-le-Curton, petite commune rurale où près de cent camarades cultivateurs ont approuvé unanimement la tactique du Parti Ouvrier Français et son programme. Le dimanche 30 ils seront à Moullets où se réunira le Comité cantonal socialiste de Pujols. Tous les groupes ruraux et urbains seront ainsi renseignés sur les décisions du Conseil national ratifiées par le Congrès.

**Le Vigan**

Notre jeune et sympathique député aura bien mérité de ses électeurs Viganais et du Parti socialiste. Toujours infatigable, il a consacré toutes ses vacances parlementaires à la propagande socialiste.

Après avoir secondé ses collègues et amis de la Chambre dans le Cher, l'Isère et l'Hérault, il a parcouru une partie de l'arrondissement du Vigan, où il a rendu compte de son mandat aux électeurs des cantons de Quissac, de Sauve, de Saint-Hippolyte-du-Fort, de Sumène, de Saint-André-de-Valborgne, de Valerangue, ainsi qu'aux électeurs des communes d'Aumessas, de Pommiers et de Montdardier.

Nos plus chaleureuses félicitations au vaillant propagandiste qui s'est surmené, même au point de se voir obligé de partir malade pour Paris, où, les événements politiques se précipitant, le devoir de tout député socialiste est d'être toujours debout sur la brèche.

S.

**Lunel**

Le 9 octobre a été tenu à Lunel, sous la présidence du citoyen Bénézech, député et membre du Conseil national, un Congrès en vue d'organiser la Fédération socialiste de la 1<sup>re</sup> circonscription de l'Hérault.

Assesseurs : les citoyens Clément, de Massillargues, et Bataille, de Lunel. Secrétaire : Nonis, de Montpellier.

Etaient représentés : le Parti Ouvrier de Montpellier (groupe d'Etudes sociales); le Parti Ouvrier Français, nouvellement constitué; les divers Groupes ou Sociétés de Massillargues adhérents au Parti Ouvrier Français; le Parti Ouvrier de Lunel; les représentants socialistes des communes de Mudaison, Lausargues, Saint-Genèse-des-Mourgues, Saint-Christol, Mauguio, Perols, Lunel-Viel, etc.

Après une discussion, à laquelle ont pris part les représentants des différentes organisations, il a été décidé que la Fédération socialiste de la 1<sup>re</sup> circonscription adhère au Parti Ouvrier Français, en laissant aux différents groupes le soin de s'organiser en prenant pour base le programme minimum des Congrès ouvriers.

Le prochain Congrès de la Fédération aura lieu à Marsillargues, en octobre 1899.

Montpellier a été choisi comme siège de la Fédération pour 1898-1899 et le bureau fédéral composé comme suit :

Secrétaire : Brousse, conseiller municipal de Montpellier; secrétaire-adjoint : Nonis; trésorier; Hebles; trésorier-adjoint : Arnal.

**Laulan-Leogeats**

Sous la présidence du citoyen Lapouze, conseiller municipal, membre du Parti, notre ami Londex a fait, dimanche dernier, une conférence des plus réussies. Devant un auditoire de 200 personnes, dont 50 citoyennes, les principes du socialisme ont été exposés et applaudis.

Les actes ont suivi les paroles. Le soir même un groupe du Parti a été formé dans cette commune.

**A L'ÉTRANGER**

**Angleterre**

Les prévisions d'Engels se réalisent, et le commerce d'exportation de l'Angleterre a subi des échecs répétés, tant dans l'Extrême-Orient que dans l'Amérique du Sud. Le rapport publié par le Board of Trade est instructif sur ce point, et les renseignements envoyés par les consuls anglais dans toutes les parties du monde semblent sonner le glas de la suprématie commerciale que l'Angleterre avait possédée depuis le commencement de ce siècle. En Pologne,

par exemple, ce sont les Américains et les Allemands qui fournissent tous les instruments agricoles, dont Birmingham avait jadis le monopole. Partout, les maisons allemandes, américaines et belges peuvent fournir des marchandises à plus bas prix et qui contentent mieux le client; car elles s'adaptent mieux à ses goûts.

Tandis que les patrons anglais affirmaient, sans se lasser, que c'étaient les grèves et les prétentions insupportables des Unions qui chassaient le commerce du pays, il est prouvé aujourd'hui que si la concurrence européenne triomphe aujourd'hui sur toute la ligne, c'est parce que les patrons et leurs agents n'ont pas su employer les mêmes armes que leurs concurrents. Ils se vengent de leurs échecs sur leurs ouvriers, et les grandes Unions de patrons qui se forment aujourd'hui, sont dirigées contre le salaire des ouvriers, qu'il s'agit de réduire au taux le plus bas. La grève des mineurs du Pays de Galles, celles des employés de chemins de fer, des conducteurs d'omnibus et d'autres encore ont toutes la même cause : la coalition des intérêts patronaux contre les salaires ouvriers.

Derrière toute cette agitation patriotique, derrière ces menaces de guerre, il est facile de discerner l'anxiété du gouvernement et des patrons anglais, qui sentent que le commerce, qui a été la source de la puissance de leur nation, est près de sa ruine et qu'il est battu en brèche par de formidables concurrents. Mais une guerre, même couronnée de succès, ne peut rien contre la fatalité des conditions économiques.

**Allemagne**

Les pseudo-attentats et les prétendues bombes découvertes à Alexandrie viennent tout à fait à point pour la fameuse conférence à laquelle on pensera à tout excepté à la victime impériale, qui était lasse de la vie et des gens qui prétendent aujourd'hui venger sa mort. D'un autre côté, quoi qu'ils aient été soi-disant perpétrés en Egypte, ils pourraient bien servir de prétexte à une loi de répression en Allemagne, si extraordinaires sont les effets de ces engins explosifs. Déjà, des journaux réactionnaires comme la *Kreuz-Zeitung* et d'autres se demandent si le parti socialiste n'a pas trempé dans ces machinations contre la vie de l'empereur et la preuve qu'ils en donnent c'est que l'organe du Parti n'est pas assez indigné. Comme le remarque Liebknocht, le parti socialiste allemand est trop âgé pour se laisser prendre aux manœuvres des agents provocateurs et notre ami rafraîchit la mémoire des réactionnaires en leur citant tout un chaquet d'attentats provoqués par la police. En premier lieu vient Andrieux, notre fameux préfet de police, *Mes Révélations*; puis Ihring-Mahlow, célèbre pendant la loi d'exception; Melville et l'attentat de Walsall; le baron Ungern Sternberg, arrêté en Belgique pour avoir préparé une explosion au compte du gouvernement russe, puis relâché et envoyé en Orient (pas loin d'Alexandrie peut-être!) Ajoutez à cela les révélations faites au fameux procès de Tausch, l'attentat du Nicdenvald, préparé par des espions comme Palm. Les journaux bourgeois croient-ils que nous ayons oublié l'histoire de ces dernières années, et à chaque attentat prétendu anarchiste, il nous faut des preuves bien convaincantes pour ne pas y voir la main de la police.

En ce moment le gouvernement allemand a trop d'intérêt à renouveler la loi d'exception contre les socialistes pour ne pas employer les mêmes instruments qui ont servi pour édifier la première, Bismarck et Puttkamer ont fait école!

**Brésil**

Le Parti Ouvrier socialiste de Rio-Grande del 'Sud a décidé d'entrer dans la lutte politique.

Aux élections municipales qui auront lieu prochainement, les travailleurs soutiendront une candidature de classe, celle du citoyen Rodolfo José Gomez.

**Italie**

La réaction sévit plus que jamais en Italie et la persécution frappe les meilleurs hommes des partis socialiste et républicain en leur coupant les vivres et en rendant irrespirable pour eux l'air de leur pays natal.

La menace du domicile forcé, la destitution d'un grand nombre d'instituteurs et de professeurs socialistes contraignent beaucoup d'entre eux à s'expatrier. Mais il leur est très difficile de se diriger n'importe où hors de la frontière et de trouver une occupation quelconque qui leur permette de vivre.

Il faudrait donc, à cet effet, leur fournir des indications ou des renseignements, des adresses.

C'est pour cela que, désireux de venir en aide aux réfugiés italiens, nous prions les journaux amis et les compagnons établis à l'étranger de nous envoyer des bulletins de travail, des renseignements sur les conditions du travail dans les villes qu'ils habitent, des informations sur les métiers et professions pouvant offrir à nos amis une occupation. Nous les prions aussi de nous dire s'il existe dans la ville où ils résident des écoles italiennes ou étrangères où nos intellectuels pourraient donner des leçons; de nous indiquer des adresses de Sociétés, compagnies, maisons de commerce, etc., et de nous faire connaître les for-

malités à remplir pour leur adresser directement nos demandes, afin d'obtenir des renseignements encore plus détaillés.

Nous désirons ces informations, non seulement pour les pays de l'Europe, mais aussi pour l'Australie, l'Extrême-Orient, le Sud africain, la République Argentine, l'Amérique du Nord, le Brésil, la Belgique pour le Congo, l'Angleterre pour ses colonies et la Suisse italienne.

C'est quelque chose comme un grand Bureau international de placement à l'étranger que nous désirons créer; et nous remercions d'avance les journaux qui publieront cet avis et les compagnons qui répondront à notre appel.

*Le Journal AVANTI, Rome.*

**Hongrie**

Le Congrès de la démocratie socialiste hongroise se tiendra les 25, 26, 27 décembre prochain à Czegléd.

L'ordre du jour provisoire est ainsi conçu : 1° Rapport du Comité directeur; 2° Organisation et presse; 3° Suffrage universel; 4° Lois protectrices du travail; 5° Nomination du Comité directeur; 6° Autonomie économique et indépendance politique de la Hongrie; 7° Droit de coalition; 8° Questions diverses.

Le Congrès socialiste sera suivi d'un congrès des ouvriers agricoles et des petits propriétaires paysans, qui s'ouvrira dans la même ville, le 28 décembre.

**Propagande Républicaine-Socialiste**

**A. LECOURTOIS**

libraire, rue Daubenton, 42

Livraison immédiate à domicile, à raison de 1 fr. par semaine, de tous les ouvrages et brochures ayant trait au *Socialisme*, à l'*Histoire*, aux *Sciences naturelles* et à la *Littérature* en général.

Se charge également de la reliure des livres dans les mêmes conditions.

*Les conditions indiquées plus haut ne s'appliquant qu'à Paris seulement. Pour la province, au comptant, contre mandat-poste. Port à la charge du destinataire.*

Vient de Paraître

**Le Socialisme au Jour le Jour**

PAR

**JULES GUESDE**

Propriété et Profits capitalistes

Autour d'une Grève

Leurs Remèdes

Solution

Varia

Un fort Volume de 500 Pages

Pour les Groupes et les Membres du Parti **2 FR. 50** au lieu de 3 fr. 50 (port en sus, 50 cent.)

S'adresser aux Bureaux du SOCIALISTE, 5, rue Rodier, Paris.

Guerison de la Goutte, Rhumatismes, Cœur, Reins, Foie, par

**L'ANTI-GOUTTEUX-FÉRON**

"LA FÉRONINE"

DÉPOT : 88, rue Poissonnière et toutes pharmacies.  
*Écrire au Laboratoire à Surcimes, 32, route stratégique (Seine)*

Toujours satisfait de l'action prompt et inoffensive de l'Anti-Goutteux-Féron.

Dans tous les cas, je prescris avec avantage l'Anti-Goutteux-Féron.

**D<sup>r</sup> BERTRAND \***  
Médecin en chef de l'Hôpital St-Louis - Châlons.

**D<sup>r</sup> GILBIN**  
15, Rue d'Odessa - Paris.

L'Anti-Goutteux-Féron est un remède précieux, surtout chez les chroniques.

J'apprécie beaucoup l'Anti-Goutteux-Féron.

**D<sup>r</sup> BASSET**  
Maire de St-Ouen, Conseiller Général

**D<sup>r</sup> RENÉ SIMON**  
28, Rue des Halles - Paris.

**PASTILLES VOCALES PARISOT**

Les produits entrant dans la composition de ces pastilles sont les véritables spécifiques des cordes vocales et des voies respiratoires.

Nos meilleurs orateurs, nos plus grands artistes ne doivent leur succès qu'à l'emploi de ces pastilles (8 à 10 par jour.)

LA BOITE : 2 FRANCS

**VAUVILLE, pharmacien à Levallois**